

## Pour Bujumbura, la décision de l'UA "a été dictée ou inspirée d'ailleurs"

RFI, 18-10-2015 Burundi : le gouvernement répond à l'Union africaine Après l'annonce faite par le Conseil paix et sécurité de l'Union africaine, samedi 17 octobre, de l'ouverture d'une enquête approfondie sur les violations des droits de l'homme et des exactions contre les populations civiles au Burundi, Bujumbura réagit par la voix du ministre des Relations extérieures, Alain Aimé Nyamitwe. [Photo : Alain Aimé Nyamitwe et Mme Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine]

« Il y a des efforts qui ont été menés au sein du pays. Il y a des efforts qui sont en cours au niveau de la région. Je peux vous affirmer que les consultations avec la région n'ont jamais été interrompues. Donc le travail se fait. Maintenant, quand ils viennent avec un marteau pour imposer une série de mesures sur le Burundi, nous, nous sommes en droit de nous poser la question : est-ce que cette décision émane véritablement du Conseil de paix et sécurité, ou d'ailleurs ? », interroge le ministre des Relations extérieures burundais, Alain Aimé Nyamitwe. « Au vu des résultats de satisfaction qui sont venues de certains partenaires, on est en droit absolument de se poser la question de savoir si cette décision n'a pas été dictée ou inspirée tout au moins d'ailleurs », ajoute-t-il. L'Union africaine (UA) samedi 17 octobre le lancement d'une enquête sur les violations des droits de l'homme au Burundi. Elle a appelé à la mise en place de sanctions ciblées contre ceux qui contribuent à la montée continue de la violence. Une mission africaine doit également être prête à se déployer au Burundi pour éviter des violences généralisées. L'Union africaine demande par ailleurs la convocation rapide d'un dialogue, à Kampala ou à Addis-Abeba, impliquant tous les acteurs burundais, y compris ceux qui se trouvent à l'extérieur du pays. L'Union européenne partage l'analyse de l'UA et soutient l'annonce du lancement d'un dialogue ouvert à l'extérieur du pays. Cette dernière requête sera satisfaite, mais le choix de la ville doit être négocié, répond Alain Aimé Nyamitwe. « Je crois que le plus important pour la région, pour l'Union africaine et pour les Nations unies en général, c'est qu'il puisse effectivement y avoir un dialogue ouvert, un dialogue inclusif. Et c'est le but que nous recherchons », affirme le ministre des Relations extérieures. Je peux vous dire que la volonté y est et que nous sommes prêts à rencontrer tous les Burundais, qu'ils soient au Burundi ou à l'étranger, pourvu que le but recherché soit la paix. Nous sommes absolument désolés qu'on impose une ville. Ça ne se fait pas. Parce qu'ici, même la ville est objet de discussions, de négociations. »